

**14 décembre 2023**

\*\*\*\*\*

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

L'an deux mille vingt-trois, le quatorze décembre, le Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays Saint-Fulgent – Les Essarts, dûment convoqué le huit décembre 2023, s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de Monsieur Jacky DALLEY, Président.

**Date d'affichage de la convocation** : 8 décembre 2023

**Présents** : **Bazoges-en-Pailers** : Jean-François YOU – **Les Brouzils** : Jacqueline BLAIN, Pascal CAILLE, Emilie DUPREY – **Chauché** : Myriam BARON, Alain BONNAUD, Christian MERLET – **Chavagnes-en-Pailers** : Xavier BILLAUD, Annie MICHAUD, Stéphanie VALIN – **La Copechagnière** : Annie NICOLLEAU – **Essarts en Bocage** : Arnaud BABIN, Fabienne BARBARIT, Pierrette GILBERT, Emmanuel LOUINEAU, Nicolas PINEAU – **La Merlatière** : Philippe BELY – **La Rabatelière** : Jérôme CARVALHO – **Saint-André-Goule-d'Oie** : Jacky DALLEY, Catherine SOULARD – **Saint-Fulgent** : Marylène DRAPEAU, Hugo FRANCOIS, Jean-Luc GAUTRON, Sophie MANDIN.

**Excusés** : **Chavagnes-en-Pailers** : Eric SALAÜN donne pouvoir à Jacky DALLEY – **Essarts en Bocage** : Caroline BARRETEAU, Nathalie BODET donne pouvoir à Nicolas PINEAU, Yannick MANDIN donne pouvoir à Emmanuel LOUINEAU, Freddy RIFFAUD donne pouvoir à Arnaud BABIN, Cathy PIVETEAU-CANLORBE donne pouvoir à Fabienne BARBARIT,

**Secrétaire de séance** : Myriam BARON

En exercice : 30  
Présents : 24  
Votants : 29  
Quorum : 16

## **N° 347-23 – Conditions et modalités de prise en charge des frais de mission temporaire**

Dans le cadre de leurs déplacements, les agents peuvent se faire indemniser des frais engagés. Il est proposé d'en revoir les modalités.

Les agents permanents (en activité, détaché ou mis à disposition au sein de la Communauté de communes) et non permanents de la Communauté de communes, les collaborateurs occasionnels et les intervenants extérieurs sont concernés par ces modalités.

Tout déplacement ouvre droit à une indemnité destinée à couvrir, dans la limite d'un plafond, les frais d'hébergement, de repas et de transport.

L'agent en mission professionnelle doit être muni au préalable d'un ordre de mission signé par le Président ou le fonctionnaire ayant reçu délégation à cet effet.

La valeur d'une journée en mission professionnelle est égale au temps de travail en vigueur à la Communauté de communes. Les éventuels dépassements horaires ne sont pas restitués.

Avant tout déplacement, l'agent doit être muni d'un ordre de mission : acte par lequel la Communauté de communes autorise l'agent à effectuer un déplacement (formation, mission, tournée, intérim, colloque, séminaire, salon...) pendant son service et qui lui permettra de bénéficier du remboursement des frais occasionnés par ce déplacement. Tous les justificatifs de dépense doivent obligatoirement être joints à l'ordre de mission.

L'agent peut être amené à se déplacer, pour l'exécution du service, hors de sa résidence administrative (Commune sur laquelle se situe le service d'affectation de l'agent) et hors de sa résidence familiale (Commune de domicile de l'agent).

### **L'indemnisation des frais de repas**

Le montant de l'indemnisation des frais de repas est calculé sur la base de la dépense réelle, dans la limite d'un montant fixé à 20 € par repas (valeur réglementaire au 22/09/2023, valeur évolutive en fonction de la réglementation).

Aucun remboursement n'est possible pour les repas pris dans la résidence administrative ou familiale.

L'indemnisation est due sur présentation d'une facture détaillée (les factures de carte bleue ne sont pas acceptées). Les repas doivent être pris entre 12 et 14 heures et 19 et 21 heures.

**L'indemnisation des frais d'hébergement**

L'indemnisation des frais d'hébergement est réalisée sur la base d'un montant forfaitaire fixé réglementairement. Les valeurs par nuitée (petit déjeuner inclus) sont, au 22 septembre 2023, de 90 € pour la province, 140 € pour Paris et 120 € pour les villes de plus de 200 000 habitants et les communes de la métropole du Grand Paris (valeurs évolutives en fonction de la réglementation).

Pour un travailleur handicapé et en situation de mobilité réduite, le taux du remboursement forfaitaire maximum des frais d'hébergement est de 120 € par jour, quel que soit le lieu de formation (valeur évolutive en fonction de la réglementation).

Les plages horaires relatives à l'hébergement doivent obligatoirement débuter avant minuit et se terminer après 5 heures.

Ce forfait s'applique au lieu d'hébergement et non au lieu où se déroule le déplacement de l'agent.

L'indemnisation est due sur présentation d'une facture détaillée (les factures de carte bleue ne sont pas acceptées).

**L'indemnisation des frais de transport**

Train :

L'indemnisation est réalisée sur présentation du titre de transport ou des justificatifs de paiement sur la base du tarif SNCF de 2<sup>ème</sup> classe.

Un supplément de prix peut être pris en charge sur présentation des pièces justificatives.

Les éventuelles amendes sont à la charge de l'agent.

Véhicule personnel :

Le remboursement des frais engagés par l'utilisation d'un véhicule personnel se fera sur la base d'indemnités kilométriques fixées réglementairement par arrêté ministériel et calculée par un opérateur d'itinéraire via Internet (Type ViaMichelin / Trajet le plus court).

La Communauté de communes prend alors en charge les frais de stationnement et de péage sur présentation des justificatifs acquittés.

Avion et véhicule de location :

Le recours à l'avion ou à un véhicule de location nécessite une autorisation préalable du Directeur Général des Services.

**La situation particulière du CNFPT**

La Communauté de communes interviendra en complément des barèmes de remboursement établis par le CNFPT afin de couvrir les frais kilométriques et de péage restant éventuellement à la charge des agents pour les formations dispensées. Le remboursement est établi sur présentation des pièces justificatives. Un remboursement des frais de mission sera possible dans le cadre d'un concours ou examen professionnel par an mais pas pour les préparations aux concours et examens professionnels.

**Les autres frais indemnisés**

Peuvent également donner lieu à remboursement lors d'une mission, sur justificatif, les frais :

- de transport collectif (tramway, bus, métro...) engagés par l'agent au départ ou au retour du déplacement, sur présentation des justificatifs acquittés,
- d'utilisation d'un taxi au cours de la mission, en cas d'absence de transport en commun, ou lorsque l'intérêt du service le justifie (Transport de matériel fragile, lourd ou encombrant),
- de covoiturage sur présentation des pièces justificatives.

**L'avance**

Sous réserve de l'impossibilité de recourir aux prestations prévues à l'article 5 du décret n° 2006-781, des avances sur le paiement des frais sont consenties aux agents qui en font la demande. Leur montant est précompté sur l'ordonnance ou le mandat de paiement émis à la fin du déplacement à l'appui duquel doivent être produits les états de frais.

Vu le code général de la fonction publique et notamment l'article L723-1,

Vu le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991,

Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié par l'arrêté du 18 septembre 2013 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

Vu l'arrêté du 5 janvier 2007 fixant le montant maximum de l'indemnité forfaitaire prévue à l'article 14 du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001,  
Vu l'avis du Comité Social Territorial du 11 décembre 2023,

**Après délibération, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :**

- **D'adopter les modalités et conditions de prise en charge des frais de mission temporaire exposées ci-dessus pour les agents de la Communauté de communes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024,**
- **D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1<sup>er</sup> Vice-président, à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de ce dossier.**



Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.  
Pour extrait conforme, le 28 décembre 2023

Le Président,  
Jacky DALLEY

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette 44041 NANTES CEDEX - dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).